



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1994/NGO/4  
28 juin 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1994  
New York, 27 juin-29 juillet 1994  
Point 6 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE ET À L'ENVIRONNEMENT :  
RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET  
QUESTIONS CONNEXES

Commerce et développement

Déclaration de l'Union interparlementaire, organisation  
non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès  
du Conseil économique et social (catégorie I)

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 23 et 24 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social, en date du 23 mai 1968.

\* \* \*

Le texte suivant résume les conclusions de la Conférence interparlementaire :  
"Un dialogue Nord-Sud pour un monde prospère"<sup>1</sup>, organisée à Ottawa par l'Union interparlementaire, du 18 au 22 octobre 1993 :

**CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE SUR  
"UN DIALOGUE NORD-SUD POUR UN MONDE PROSPÈRE"  
(Ottawa, 18-22 octobre 1993)**

**DOCUMENT FINAL**

**LES RELATIONS NORD-SUD DANS UN NOUVEAU CONTEXTE**

Les relations Nord-Sud doivent être considérées dans le nouveau contexte mondial, marqué par la fin du clivage entre l'Est et l'Ouest avec toutes ses conséquences. Le monde est actuellement le théâtre d'autres changements politiques, économiques et sociaux d'une importance fondamentale. [...] Tout cela montre combien il est nécessaire de

<sup>1</sup> Le 1er juin 1994, 129 Parlements nationaux étaient représentés à l'Union interparlementaire. Des délégués des 43 pays suivants étaient présents à la Conférence d'Ottawa : Algérie, Allemagne, Bangladesh, Botswana, Brésil, Cameroun, Canada, Chine, Costa Rica, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Finlande, France, Gabon, Inde, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Lettonie, Lituanie, Mexique, Niger, Nigéria, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République slovaque, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Thaïlande, Venezuela, Yémen, Zimbabwe.

conclure, tant entre pays développés et pays en développement, qu'entre ces derniers eux-mêmes, de nouveaux **contrats de développement** destinés à favoriser effectivement une croissance et un développement durables à long terme. [...] L'élimination de la pauvreté absolue exige l'engagement et l'action les plus fermes de la part de la communauté internationale. [...]

Du fait de la tendance à la mondialisation de la production dans nombre de secteurs cruciaux, les échanges commerciaux et financiers internationaux, ainsi que les transferts de techniques et de ressources humaines obéissent à des règles entièrement nouvelles. [...] Une différenciation croissante a fait du Nord et du Sud deux blocs moins homogènes qu'ils ne l'étaient il y a 20 ou 30 ans. [...] La transformation récente des anciennes économies planifiées a modifié les conditions politiques et économiques mondiales du développement. [...] Ces derniers devraient entrer, en partenaires, dans le dialogue Nord-Sud pour le développement.

Il est urgent de mettre en oeuvre de nouvelles politiques pour parvenir à un développement durable. Le développement humain doit être considéré comme un élément déterminant du développement économique. Pour durer, l'efficacité économique doit aller de pair avec la mise en place de structures démocratiques, l'amélioration de la justice sociale et économique et le respect des droits de l'homme. Surtout, l'égalité entre hommes et femmes est au centre de toute politique visant à une distribution équitable des bienfaits de la croissance. [...] La Conférence a observé avec inquiétude que la politique que la plupart des pays en développement ont dû suivre sur les instances des institutions donatrices, tant bilatérales que multilatérales, a aggravé, dans bien des cas, la situation économique et sociale de ces pays au lieu de conduire à un progrès constant. [...] *La Conférence engage instamment les institutions donatrices à réexaminer et à réévaluer ces politiques et à les remplacer par des approches du développement durable plus adaptées.*

## COMMERCE

En ouvrant des débouchés commerciaux, le Nord peut offrir au Sud une forme d'aide extrêmement importante. [...] Les politiques protectionnistes sont non seulement une entrave aux échanges commerciaux Nord-Sud et, en général, un frein à l'expansion du commerce et à la croissance de l'économie mondiale, mais elles imposent aussi des coûts élevés au consommateur, tant des pays développés que des pays en développement. Le protectionnisme pose également de graves problèmes aux économies d'Europe de l'Est qui sont en transition; aussi cette question doit-elle être traitée d'urgence. *La Conférence invite instamment les gouvernements des pays en développement et des pays développés à poursuivre activement la lutte contre le protectionnisme.*

La Conférence s'est déclarée profondément préoccupée par la montée du chômage [...] *Aussi la Conférence invite-t-elle instamment les gouvernements et les institutions multilatérales à examiner les relations entre le commerce et l'emploi de façon à pouvoir en tirer des conclusions pour la politique à suivre.* [...]

Les produits de base revêtent, en tant que source de devises, une importance capitale pour de nombreux pays en développement. [...] *La Conférence appelle le système des Nations Unies et les pays développés à examiner dans les plus brefs délais la situation*

/...

*internationale relative aux produits de base en vue, notamment, d'assurer des prix rémunérateurs aux pays en développement producteurs de produits primaires. [...]*

*[...] Les barrières non tarifaires jouent un rôle significatif en limitant l'expansion des exportations du Sud en produits manufacturés. Les secteurs du textile et de l'habillement, industries dans lesquelles les pays en développement jouissent d'importants avantages comparés, sont particulièrement touchés par ces restrictions. La Conférence recommande que ces entraves au commerce soient levées rapidement, dans l'intérêt à la fois des pays en développement et des pays développés. [...]*

Pour être équitable, un régime multilatéral relatif au commerce des services doit tenir compte des avantages comparés de divers groupes de pays dans différents secteurs du commerce des services. [...] La plupart des pays en développement en sont encore au stade de l'édification de leur secteur tertiaire et ont donc besoin de soutien. *La Conférence estime que les accords des Négociations d'Uruguay relatifs aux services devraient comprendre des dispositions spéciales en faveur des pays en développement les plus pauvres, afin que ceux-ci puissent développer leur secteur tertiaire.*

L'accroissement du nombre et de la portée des accords régionaux relatifs au commerce et à la formation de marchés communs constitue un facteur favorable à l'expansion des échanges mondiaux. [...] Le développement de la coopération économique régionale contribuera à la consolidation du système commercial mondial; en s'ouvrant sur l'extérieur, cette coopération peut contribuer de manière notable au renforcement des accords multilatéraux, économiques et commerciaux. *La Conférence demande donc instamment aux nouveaux organismes régionaux de travailler dans l'optique d'un renforcement du multilatéralisme commercial.*

*[...] La Conférence appelle tous les Etats à mener à bon terme, d'ici la fin de 1993, les Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et à se mettre d'accord sur la création d'une Organisation du commerce multilatéral.* Pour que ces négociations soient un succès, il faut que les pays en développement fassent l'objet d'un traitement spécial et différentiel. [...]

## **FLUX FINANCIERS ET DETTE**

Des systèmes et des accords différenciés doivent être mis en place pour satisfaire les besoins des différents groupes de pays en développement. Pour financer leurs activités de développement, la plupart des pays en développement ont besoin d'une aide publique au développement (APD), consentie à des conditions libérales et, de préférence, sous forme de dons. Plusieurs pays en développement pourraient voir satisfaits leurs besoins financiers par un mélange de prêts à des conditions de faveur et de prêts aux taux du marché. La plupart des pays en développement pourraient tirer avantage d'investissements étrangers directs. Les mécanismes bilatéraux et multilatéraux indispensables pour mobiliser ce type de flux financiers existent mais sont entravés par la pénurie de ressources.

L'une des tâches les plus urgentes qui incombent à la communauté internationale est de trouver des solutions appropriées au problème de la dette de tous les pays en développement. [...] *La Conférence se félicite des réductions significatives de la*

/...

*charge de la dette de certains pays, accordées par le biais du Club de Paris, et demande instamment l'annulation d'une part accrue de la dette publique des pays en développement les plus pauvres. Cette annulation devrait couvrir les prêts accordés à des conditions de faveur par des institutions financières multilatérales, qui seraient habilitées à annuler ces dettes en vertu d'un nouveau mandat conféré par les pays membres. [...]*

*La Conférence engage donc tous les pays développés à consacrer 0,7% de leur PNB à l'APD et à atteindre ainsi l'objectif convenu. Les pays en développement les plus pauvres doivent être les principaux bénéficiaires de l'aide et les programmes et projets financés par l'APD doivent être axés sur les plus démunis. La Conférence recommande qu'une part accrue de l'APD soit consacrée au développement humain, à l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation et à la protection de l'environnement [...] et à des programmes et des projets dont les bénéficiaires directs sont des femmes.*

*La Conférence engage les pays développés donateurs à distribuer une part croissante de leur APD par les circuits multilatéraux. Dans ce contexte, elle a exprimé son inquiétude au sujet de la stagnation, voire de la diminution, de l'aide multilatérale. La Conférence demande instamment aux pays donateurs de maintenir et d'accroître leurs engagements envers les institutions du système des Nations Unies, l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA), et les filiales des banques régionales qui accordent des prêts à des conditions de faveur. [...]*

*Les dépenses consacrées, soit par l'entremise du système des Nations Unies soit de façon bilatérale, au maintien de la paix et aux secours humanitaires augmentent, notamment en raison de l'instabilité croissante qui règne dans de nombreuses régions. Cependant, la Conférence recommande que ces dépenses ne se fassent pas au détriment des ressources allouées au développement. Elle suggère en particulier que les ressources affectées au maintien de la paix soient définies séparément de l'APD.*

*La Conférence invite les gouvernements des pays développés et des pays en développement ainsi que les organisations multilatérales, à rechercher tous les moyens possibles d'accroître les transferts de ressources vers le Sud et les prie instamment d'utiliser des mécanismes qui ne grèvent pas de façon significative les budgets des pays donateurs. Il faudrait donc étudier avec attention les propositions faites par de nombreux pays, développés et en développement, et par le FMI, d'émettre de nouveaux Droits de tirage spéciaux (DTS). [...] Le FMI et les gouvernements membres devraient aussi utiliser les réserves d'or du FMI. [...]*

*La majorité des pays en développement peuvent absorber un volume accru de fonds fournis par des institutions multilatérales de financement aux conditions du marché. [...] La Conférence demande instamment que ce moyen de financer le développement soit examiné en profondeur, de façon à consolider et élargir les mécanismes existants.*

*La Conférence prie les pays développés et les institutions multilatérales concernées, par exemple la Banque mondiale, le FMI, la CNUCED et l'ONUDI, d'examiner les moyens de stimuler les investissements étrangers directs et les transferts de technologies dans les pays qui, jusqu'à présent, n'en ont pas véritablement bénéficié. [...]*

/...

## GESTION MONDIALE

[...] Il existe aujourd'hui une multitude d'institutions multilatérales. Certaines sont efficaces, d'autres moins, et leurs activités se recoupent souvent. [...] *La Conférence appelle les gouvernements du Nord et du Sud, ainsi que les institutions multilatérales, à procéder à un examen exhaustif des pratiques multilatérales actuelles, et à définir les domaines où des réformes et améliorations s'imposent, dans le contexte d'un système économique mondial fondé sur l'interdépendance.* [...]

*La Conférence estime que la réforme et l'amélioration des systèmes et mécanismes multilatéraux devront viser principalement à garantir la justice économique et sociale, l'honnêteté, l'équité et la transparence dans la gestion multilatérale ainsi que l'application des principes démocratiques dans la prise des décisions.* [...] Il n'est pas essentiel que les institutions multilatérales soient toujours des institutions des Nations Unies. Le multilatéralisme peut prospérer dans et hors du système des Nations Unies.

[...] La Conférence a fait observer que les parlementaires ont une contribution unique à apporter à la mise en place des institutions et des politiques nécessaires à une plus grande interdépendance mondiale. Ces institutions doivent rendre des comptes et être régies conformément aux principes démocratiques. Les parlements devraient être associés davantage à la gestion de ces institutions. Le nouveau système mondial ne devrait pas être la chasse gardée des nombreuses technocraties qui prolifèrent dans un univers d'une grande complexité technique. [...] *La Conférence engage les responsables politiques nationaux et internationaux à être attentifs aux besoins et aux revendications des peuples du monde lors de la conception des nouveaux systèmes de gestion mondiale.*

## SUIVI ET INITIATIVES DES PARLEMENTS ET DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

La Conférence a observé que ses recommandations se divisent en gros en deux parties. La première regroupe les recommandations que les gouvernements des pays en développement et des pays développés sont invités à étudier et à mettre en oeuvre. Elles portent sur les changements à apporter aux politiques intérieures et extérieures des gouvernements, dont l'incidence sur le processus de développement est crucial. Il faudra apporter des changements à la politique de développement des pays donateurs et à leur pratique concernant l'acheminement de l'aide au développement. Il est nécessaire que le volume des ressources consacrées au développement humain augmente. Les pays donateurs devront également libéraliser leur politique commerciale pour que les produits des pays en développement aient accès à leurs marchés. Les pays en développement sont invités à mettre en place un cadre qui favorise et permette l'initiative individuelle ainsi que des systèmes d'incitation économique, lesquels sont tout aussi importants pour le développement.

Dans sa deuxième série de recommandations, la Conférence s'est concentrée sur la réforme des régimes et des institutions multilatéraux. Dans un monde de plus en plus marqué par l'interdépendance, le rôle des institutions multilatérales a été considéré comme fondamental pour le processus de développement. Il faut donc réformer les institutions multilatérales, qu'elles fassent ou non partie du système des Nations Unies, de manière à garantir un bon usage des ressources du développement. Dans le domaine du commerce en

/...

particulier, de nouveaux accords multilatéraux sont nécessaires à la création d'un climat commercial favorable à tous les pays. [...]

-----